



Au service
des peuples
et des nations

PROJET TAMKEEN

Appui à la contribution de la société civile pour la réalisation des objectifs de développement durable
à l'horizon 2030



Rapport Final 2019 - 2022

RÉALISÉ AVEC L'APPUI DE

تم تنفيذ هذا النشاط بدعم من



Royaume des Pays-Bas



Table des matières

<i>Présentation du projet</i>	4
<i>Brève description du projet</i>	5

Liste des acronymes	7
I- Résumé exécutif	8
II- Résultats détaillés	10
❖ Produit 1. Les capacités des institutions publiques, en ce qui a trait à la collaboration avec la société civile, sont renforcées et alignées aux impératifs nationaux de développement, y inclus l'Agenda 2030	10
1.1 Elaborer une cartographie et une analyse des rôles des acteurs intervenant auprès de la société civile en Tunisie.....	12
1.2 Réaliser une analyse des modalités de collaboration et de partenariat existantes entre les acteurs institutionnels et les organisations de la société civile	12
1.3 Elaborer un plan de renforcement des capacités des services en charge des relations avec la société civile et des autres acteurs institutionnels clé.....	12
1.4 Renforcer les compétences du personnel des services en charge des relations avec la société civile et des autres acteurs institutionnels sur des thématiques identifiées dans le plan de renforcement de compétences.....	13
1.5 Elaborer un document de vision stratégique des services en charge des relations avec la société civile, intégrant les besoins des institutions publiques clés et répondant aux priorités de la société civile ¹⁴	
1.6 Elaborer un plan d'action d'opérationnalisation de la vision stratégique des services en charge des relations avec la société civile avec focus jeune et femme	15
❖ Produit 2. L'accès des organisations de la société civile à des opportunités de renforcement des capacités adaptées à leurs besoins est amélioré	16
2.1 Etablir un état des lieux des formations dispensées par IFEDA à l'intention des organisations de la société civile.....	17
2.2 Identifier les besoins en renforcement des capacités des organisations de la société civile avec focus jeune et femme, grâce à un processus de consultation inclusif	Error! Bookmark not defined.
2.3 Développer et mettre en ligne des modules de formation et des cours au profit des organisations de la société civile, adaptés à leurs besoins	18
❖ Produit 3. Les interventions de la société civile en ce qui a trait à la mobilisation citoyenne, en particulier des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables sont appuyées.	20
Dans le cadre de la mise en œuvre de ce produit, et afin de concrétiser les interventions localisées de la société civile pour la mobilisation citoyenne et la réalisation des ODD, l'appel à propositions de la société civile à été lancé et la mise en place du centre des ressources associatives parachevés.	20
3.1 Réaliser une analyse, intégrant le genre, des éléments significatifs de transformation du paysage associatif en Tunisie, en relation avec l'évolution du contexte social, économique, politique, juridique et institutionnel	21
3.2 Renforcer les capacités de la société civile et des municipalités, pour qu'elles soient en mesure d'appuyer la mobilisation communautaire et citoyenne (en particulier des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables, à l'échelle locale).....	21
3.3 Appuyer la mise en œuvre d'initiatives de la société civile contribuant au développement local durable et à la réalisation de l'ODD 16 au niveau des territoires pilotes.....	21
3.5 Appuyer la mise en place de plateformes d'appui aux OSC locales	26
III- Défis de mise en œuvre et suivi des risques	33

IV- Leçons apprises et défis de mise en œuvre..... 36
V- Suivi-évaluation 36
VI- Evidences..... 36
VII- Rapport financier 38
VIII- Signatures..... 40
IX - Annexes Error! Bookmark not defined.

Présentation du projet

Titre du projet	<p>Tamkeen Appui à la contribution de la société civile dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD 5 et 16) à l'horizon 2030</p>
Articulation avec les ODDs	<p>ODD 16 : Paix, justice, institutions efficaces ODD 5 : Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les jeunes filles</p>
Effet et produits attendus du Plan Stratégique global du PNUD 2018-2021 :	<p>Outcome 1 : Advance poverty eradication in all its forms and dimensions Output 1.1.1 Capacities developed across the whole of government to integrate the 2030 Agenda, the Paris Agreement and other international agreements in development plans and budgets, and to analyse progress towards the SDGs, using innovative and data-driven solutions Output 1.2.1 Capacities at national and sub-national levels strengthened to promote inclusive local economic development and deliver basic services including HIV and related services Output 1.2.3 Institutions and systems enabled to address awareness, prevention and enforcement of anti-corruption measures to maximize availability of resources for poverty eradication Outcome 2 : Accelerate structural transformation for sustainable development Output 2.2.1 Use of digital technologies and big data enabled for improved public services and other government functions Output 2.2.2 Constitution-making, electoral and parliamentary processes and institutions strengthened to promote inclusion, transparency and accountability Outcome 3 : Strengthen resilience to shocks and crises Output 3.2.1. National capacities strengthened for reintegration, reconciliation, peaceful management of conflict and prevention of violent extremism in response to national policies and priorities</p>
UNDP Signature solutions	<p>Signature solution 2. Strengthen effective, inclusive and accountable governance: strengthen governance processes and institutions to ensure equal access to quality services that promote equity, trust and social cohesion, and build societies in which all people benefit from peace, justice and security; <i>Development Setting 1:</i> Advance poverty eradication in all its forms and dimensions <i>(Output 1.2.1)</i> Building the effective state institutions and sound public administration that are required to promote local economic development and provide essential public services while ensuring the prioritization of those most at risk of being left behind Signature solution 3. Enhance national prevention and recovery capacities for resilient societies: promote risk-informed development and strengthen capacities of people, communities and countries to anticipate, prevent, and recover from shocks and stresses; <i>Development Setting 2:</i> Accelerate structural transformations for sustainable development <i>(Output 2.3.1)</i> Inclusive and accountable governance is a key entry point for sustaining progress</p>
Articulation avec le PDQ 2016-2020	<p>Axe 3 : Développement humain et inclusion sociale 3.4 Renforcer l'esprit de citoyenneté parmi les jeunes</p>

<p>Effet et produit attendus du programme pays 2021-2025</p>	<p>Outcome UNSDF/CPD:</p> <p>En 2025, les institutions mènent des politiques publiques efficaces et tenant compte des risques, en partenariat avec les acteurs de la sphère économique et sociale, et mettent les ressources du pays au service d'un développement socio-économique inclusif, durable et résistant qui génère des emplois décents, en particulier pour les plus vulnérables.</p> <p>Produit 2.3 : Les mécanismes institutionnels de participation citoyenne, de dialogue social, de justice transitionnelle et de prévention de la violence sont renforcés au niveau national et territorial et les capacités de la société civile et des plus vulnérables sont améliorées.</p> <p>Indicateur 2.3.c: Mesure dans laquelle la stratégie relative à la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption est mise en oeuvre au niveau territorial en garantissant une représentation juste et équitable des femmes à tous les niveaux. (0 : inexistante ; 1 : formulée ; 2 : adoptée ; 3 : partiellement mise en oeuvre ; 4 : à mi-chemin de la mise en oeuvre ; 5 : entièrement mise en oeuvre)</p> <p>Indicator 2.3.d: Nombre de rapports de situation sur l'objectif de développement durable 16+.</p> <p>Output 3.4. Les acteurs des secteurs public et privé et ceux de la société civile ont mis en place des outils de réduction et de gestion des risques.</p> <p>Indicateur 3.4.b: Degré de mise en oeuvre des mécanismes et des stratégies de relèvement après une crise ou une catastrophe.</p> <p>Indicateur 3.4.c: Inclusion des femmes, des jeunes et des populations vulnérables dans les mesures de prévention des risques de catastrophes.</p>
<p>Effets attendus du projet</p>	<p>Un environnement propice à la contribution effective de la société civile au développement est renforcé</p>
<p>Partenaires d'exécution</p>	<p>Présidence du gouvernement - Services chargés des relations avec les instances constitutionnelles et la société civile et des droits de l'Homme et structures compétentes rattachées.</p>
<p>Parties responsables</p>	<p>Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)</p>

Brève description du projet

Le projet vise à favoriser un environnement propice à la contribution de la société civile au développement durable et ce à travers une intervention à deux niveaux :

- Au niveau national en appuyant les capacités des institutions publiques pour mettre en place un cadre de partenariat et de coopération pérenne avec la Société civile ;
- Au niveau local en renforçant les capacités des OSC pour qu'elles soient en mesure de mobiliser les citoyens, d'établir des partenariats avec les acteurs locaux et de mettre en œuvre des initiatives contribuant au développement durable.

Liste des acronymes

CPD	Country Project Document
IFEDA	Le centre d'information, de formation, d'études et de documentation sur les associations IFEDA
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement
ODD	Objectifs de développement durable
OSC	Organisations de la société civile
PDQ	Plan de développement quinquenal
SC	Société civile
SCRSC	Services en charge des relations avec la société civile
SOP	Standard Operating Procedures
UNSDF	The United Nations Sustainable Development Framework

I- Résumé exécutif

La Tunisie a connu une transition démocratique suite à la révolution de 2011, qui a créé un environnement propice au développement de la société civile. La réforme du cadre juridique des associations, en instaurant le système déclaratif pour la création, a permis une augmentation significative du nombre d'organisations de la société civile, passant de 9 600 en 2011 à 22 576 en 2019. Cette augmentation reflète la volonté des citoyens de devenir acteurs/actrices du processus démocratique en promouvant et protégeant les droits humains, surveillant les institutions et l'action publique, luttant contre toutes les formes d'inégalités, y compris sociales, et promouvant un développement durable pour l'ensemble de la population.

Malgré cela, la majorité des organisations de la société civile ont des capacités organisationnelles limitées, ce qui met en danger la durabilité de leurs interventions. La refonte du cadre légal des associations a permis à certaines d'entre elles de bénéficier de l'appui technique et financier de la coopération bilatérale et multilatérale pour se professionnaliser et acquérir des compétences pour mener à bien des projets efficaces et pérennes.

Cependant, de nombreuses associations ne bénéficient pas de ces opportunités et sont confrontées aux défis de la professionnalisation et de la spécialisation, ce qui nuit à leur crédibilité auprès des bénéficiaires et des acteurs de développement. Les associations semblent disperser leurs efforts en fonction des priorités des bailleurs de fonds et des opportunités de financement existantes, plutôt que de construire une expertise réelle dans leur domaine d'intervention privilégié.

En somme, malgré une augmentation significative du nombre d'organisations de la société civile en Tunisie, des défis organisationnels et de professionnalisation restent à relever pour garantir la durabilité et l'efficacité de leurs interventions. Il est nécessaire d'adapter l'offre de formation pour répondre aux besoins spécifiques de chaque organisation et de promouvoir une spécialisation dans leur domaine d'intervention pour améliorer leur crédibilité auprès des bénéficiaires et des acteurs de développement.

Le présent projet répond à ces défis, en adoptant une approche qui vise à la fois les acteurs institutionnels au niveau central, ainsi que la société civile au niveau local, notamment au Sud-Est. Ceci a permis la réalisation de plusieurs résultats importants. Les institutions publiques sont ainsi mieux outillées pour collaborer avec la société civile et soutenir ainsi le développement national et l'agenda 2030. Des insuffisances organisationnelles et techniques ont été identifiées et analysées grâce à un mapping des acteurs clés, et un plan de renforcement des capacités a été élaboré. Le produit phare, sur ce volet, est la vision stratégique du partenariat avec la société civile qui présente les axes et les dispositions de collaboration entre la société civile et les institutions. La vision a été élaborée selon un processus consultatif, à travers 5 Ateliers dans 4 régions du pays ; processus auquel a contribué le projet d'assistance technique à la société civile de l'Union Européenne. Un plan d'action pour opérationnaliser la vision a également été complété, mettant ainsi à la disposition de la Direction en charge des relations avec la société civile auprès de la présidence du Gouvernement un cadre de partenariat propice à une collaboration positive avec la société civile et les partenaires techniques et financiers pour les prochaines années.

Les activités du projet ont également été adaptées pour répondre à la pandémie COVID-19. Les bonnes pratiques et les leçons apprises ont été documentées dans une ressource pédagogique pour renforcer les capacités de la société civile en matière de gestion et de réponse aux crises. Le projet a également fourni un équipement d'aide aux populations vulnérables pour la réponse à la pandémie, et ce en appui aux campagnes nationale JESR et AZIMA d'aide aux populations vulnérables, notamment par la fourniture et la distribution d'équipement sanitaire crucial durant les premières vagues de la pandémie.

Le projet a aussi permis d'apporter un appui à 13 initiatives de la société civile pour la mobilisation citoyenne autour des ODD dans les gouvernorats de Gabes, Medenine et Tataouine. Le PNUD a soutenu plusieurs initiatives associatives dans différentes thématiques. Pour les femmes commerçantes de Medenine, un état des lieux a été réalisé pour identifier leurs défis et besoins spécifiques en termes de services. Des tables rondes ont été organisées avec les administrations concernées pour les sensibiliser aux mesures à prendre. Pour les familles d'enfants autistes, des données ont été collectées et un soutien a été offert en matière de santé et de transport. Une radio communautaire a été utilisée pour transmettre les doléances des citoyens sur les services municipaux, avec une boîte vocale pour enregistrer leurs messages. Un suivi et évaluation de la mise en œuvre de l'ODD16 a été effectué, avec des enquêtes pour identifier les besoins des citoyens et des ateliers pour les former sur l'accès aux services municipaux. Des initiatives communautaires ont été mises en place avec la municipalité. Pour les étudiants de l'université de Gabes, les défis tels que le harcèlement et l'accès aux services ont été identifiés, et un noyau de points focaux d'appui aux étudiants vulnérables a été créé. Enfin, des initiatives ont été conçues pour promouvoir des relations apaisées et fluides entre l'administration et les usagers, en identifiant les défis rencontrés par les catégories vulnérables.

L'île de Djerba a été dotée d'un lieu de ralliement pour sa société civile. Ainsi, les travaux d'aménagement du Centre des Ressources Associatives Méditerranéen (CRAM) ont été achevés. Le centre a ainsi pu accueillir plusieurs activités, dont le Forum de la Société Civile organisé dans le cadre du Sommet de la Francophonie. Compte tenu de la complexité réglementaire et des tensions entre les acteurs locaux, il n'a pas été possible de mettre en place un mode de gouvernance et de gestion collaboratif. Le PNUD a organisé trois ateliers de concertation réunissant 150 personnes représentant.e.s de la société civile djerbienne, les municipalités, les personnes ressources et les experts. Cependant, ce processus n'a pas pu aboutir à un accord viable. Le CRAM n'en demeure pas moins un lieu ouvert à, et investi par, la société civile de l'île qui continue à l'utiliser.

Certaines activités initialement prévues n'ont pas pu être réalisées faute de mobilisation des fonds nécessaires, comme l'étude et la cartographie de la société civile et les plans d'actions sectoriels. En effet, pour un budget total de 3 703 428 USD, seuls 1 053 000 USD ont pu être mobilisés. Malgré cela, le projet a atteint de nombreux résultats positifs pour renforcer la collaboration entre les institutions publiques et la société civile en Tunisie.

II- Résultats détaillés

❖ **Produit 1. Les capacités des institutions publiques, en ce qui a trait à la collaboration avec la société civile, sont renforcées et alignées aux impératifs nationaux de développement, y inclus l'Agenda 2030**

La principale réalisation sous ce produit est la vision stratégique de partenariat avec la société civile. Ce document inédit vise à offrir un cadre stratégique fédérateur à l'ensemble des actions entreprises avec la société civile et visant à conjuguer les efforts pour la réalisation des ODD. son objectif est aussi d'assurer une compréhension et une vision commune des priorités en matière de développement et des meilleurs moyens de nouer des partenariats pour les atteindre

A cet effet, et à la suite d'un processus consultatif ayant impliqué 136 représentant.e.s des OSC locales et nationales ainsi que des responsables en charge de la relation avec la société civile auprès de huit ministères, une vision stratégique du partenariat avec la société civile et un plan de renforcement de capacités y afférant ont été développés.

Cette vision répond à la nécessité de fournir un cadre de partenariat entre les institutions publiques et la société civile, notamment pour assurer une meilleure contribution à la conception et ensuite à la mise en œuvre des politiques publiques ayant trait au développement durable, une intervention visant l'environnement institutionnel dans lequel la société civile est amenée à agir s'avère nécessaire. Cet environnement se doit d'offrir la visibilité sur les priorités et les objectifs escomptés, mais aussi permettre à la société civile de trouver au niveau des acteurs publics des vis-à-vis dont le contact est fluide et dont les compétences sont à niveau afin qu'ils puissent agir en tant que partenaires effectifs.

Afin de promouvoir une mise à niveau des structures et mécanismes prévus par l'Etat pour collaborer avec la société civile, un travail de diagnostic a été engagé. Il vise à analyser les modalités actuelles de collaboration entre les acteurs publics et les OSC, en identifier les atouts et les limites et définir les besoins en matière de renforcement de capacités afin de consolider la présence aux seins des structures étatiques des compétences nécessaires à une collaboration optimale avec la société civile.

A cette fin, un travail de recherche et d'analyse des besoins et des priorités s'est avéré nécessaire afin de déterminer par la suite les interventions requises aussi bien pour renforcer les compétences que pour assoir un cadre d'intervention dont les termes et les priorités sont claires et partagées.

Le produit 1 a connu des modifications et certaines activités n'ont pas pu être réalisées en raison de l'indisponibilité des ressources nécessaires.

Indicateurs de résultats	Données de référence à fin 2020	Cibles 2021 (cumulatives)	Résultat à la date du rapport
--------------------------	---------------------------------	---------------------------	-------------------------------

1.1 Une cartographie et une analyse des rôles des acteurs intervenant auprès de la société civile en Tunisie sont disponibles	0	1	0
1.2 Une analyse des modalités de collaboration et de partenariat existantes entre les acteurs institutionnels et les organisations de la société civile est réalisée	0	1	0
1.3 Un plan de renforcement des capacités des services en charge des relations avec la société civile et des autres acteurs institutionnels clés est disponible	0	1	1 11 entretiens effectués avec les représentants des services gouvernementaux chargés des relations avec la société civile dans 8 ministères.
1.4 Taux d'amélioration des compétences du personnel des services en charge des relations avec la société civile et des autres acteurs institutionnels sur des thématiques identifiées dans le plan de renforcement de compétences	To be defined	70% des participations, 50% de gain de compétences)	Cette activité n'a pas pu être faite faute de levée des fonds nécessaires
1.5 Un document de vision stratégique des services en charge des relations avec la société civile, intégrant les besoins des institutions publiques clés et répondant aux priorités de la société civile, est disponible	0	1	1 7 ateliers organisés Plus de 200 personnes consultées (représentants des institutions publiques et les OSC) 104 OSC impliquées Un diagnostic participatif et des consultations

			régionales sur les axes prioritaires de la vision
1.6 Un plan d'action d'opérationnalisation de la vision stratégique des services en charge des relations avec la société civile est disponible avec focus jeunes et femme	0	1	1

1.1 Elaborer une cartographie et une analyse des rôles des acteurs intervenant auprès de la société civile en Tunisie

1.2 Réaliser une analyse des modalités de collaboration et de partenariat existantes entre les acteurs institutionnels et les organisations de la société civile

Ces deux activités 1.1 et 1.2 qui sont complémentaires devaient se faire conjointement dans le cadre d'une analyse des éléments significatifs de transformation du paysage associatif en Tunisie, en lien avec l'évolution du contexte social, économique, politique, juridique et institutionnel. L'étude a été annulée faute de moyens. Ceci dit, une analyse concise des modalités de partenariat et de collaboration existantes a été intégrée de manière incidente à l'élaboration de la vision stratégique et en marge du développement d'un plan de renforcement de capacités des acteurs institutionnels.

En effet, parmi les objectifs des entretiens effectués pour réaliser la vision de partenariat avec la société civile et le plan de renforcement de capacité a figuré l'évaluation rétrospective du partenariat DGRES/Société civile, l'identification des défis à relever, et la formulation des recommandations susceptibles de promouvoir ce partenariat (Evidence #1).

1.3 Elaborer un plan de renforcement des capacités des services en charge des relations avec la société civile et des autres acteurs institutionnels clé

Afin d'opérationnaliser la stratégie de partenariat, un plan de renforcement des capacités a été élaboré. Il a été conçu sur la base de l'analyse des besoins des acteurs clé, mais aussi des axes prioritaires dégagés par la vision stratégique (evidence #2).

Le diagnostic a permis d'identifier les insuffisances suivantes :

- Insuffisances importantes du système d'information sur les associations d'une manière analytique permettant d'avoir une visibilité claire sur leur spécialisation, leur niveau d'activité, leur mode de financement, etc.
- Faible coordination entre les institutions publiques intervenant dans les relations avec la société civile. Cette faiblesse se manifeste à trois niveaux :
 - Au sein même des structures de l'ex-Ministère: risque de chevauchement, redondance et surtout insuffisance d'échange d'information ;

- Au sein des structures relevant de la présidence du gouvernement et notamment la direction générale des partis politiques et des associations, IFEDA, et la direction générale de la gouvernance ;
 - Avec les départements sectoriels. Ces derniers entretiennent des relations fréquentes avec la société civile et disposent d'informations pertinentes sur les associations spécialisées et leur mode de fonctionnement. Aucun mécanisme d'échange d'information n'existe à ce jour.
- Insuffisance de structuration de la direction générale en charge des relations avec la société civile.
- Le travail effectué a permis de dégager le besoin de renforcer leurs capacités en matière de :
- Planification stratégique et opérationnelle ;
 - Communication : outils et méthodes ;
 - Veille stratégique et juridique ;
 - Gestion des projets ;
 - Aspects juridiques, organisationnels et financiers du fonctionnement d'une association ;
 - Prise de connaissance des expériences internationales en matière de législation des associations, coopération entre société civile et institutions publiques.

Le plan a aussi été enrichi par un mapping des différents intervenants engageant les structures publiques avec la société civile. Ce travail de mapping a permis de dégager quatre grandes catégories d'intervenants relevant de : la présidence du gouvernement, des départements ministériels techniques, des collectivités locales et enfin, des partenaires techniques financiers.

Le plan a de même été enrichi par un diagnostic de la situation actuelle notamment le cadre réglementaire, ainsi que les aspects programmatique et liés aux ressources humaines. Ceci a été fait dans un contexte général de transition constitutionnelle et de réflexion sur l'évolution du rôle et de la contribution de la société civile aux efforts nationaux de développement. L'analyse des capacités institutionnelles pour un partenariat pérenne avec la société civile a veillé à tenir compte des besoins manifestés par la société civile elle-même. C'est à ce titre que les recommandations et attentes de 136 acteurs et actrices issu.e.s des différentes régions du pays et représentant la société civile ont été prises en compte pour la finalisation du plan de renforcement de capacités. La finalité a été de produire un plan qui réponde de la manière la plus exacte aux besoins réels des acteurs en présence mais aussi aux attentes et besoins de leurs principaux interlocuteurs à savoir les OSC.

(Evidence #1 #2)

1.4 Renforcer les compétences du personnel des services en charge des relations avec la société civile et des autres acteurs institutionnels sur des thématiques identifiées dans le plan de renforcement de compétences

Cette activité n'a pas pu être réalisée faute de disponibilité de fonds.

1.5 Elaborer un document de vision stratégique des services en charge des relations avec la société civile, intégrant les besoins des institutions publiques clés et répondant aux priorités de la société civile

La vision stratégique a pour objectif de définir les grandes orientations des services de la relation avec instances constitutionnelles, la société civile et des droits de l'Homme ainsi que leur vision pour le développement de la société civile et la promotion de sa contribution à la réalisation des Objectifs de Développement Durable.

Les objectifs escomptés de la vision stratégiques sont les suivants :

- **Avoir un tableau de bord** : Garantir une continuité, une stabilité et une cohérence dans l'intervention concertée entre les acteurs institutionnels et ceux de la société civile pour la poursuite des ODD;
- **Mettre en place un cadre fédérateur** : Réunir la société civile autour des thématiques prioritaires qui concernent les jeunes et les défis majeurs qui minent la stabilité.

Si, en 2021, l'effort du projet a été concentré sur le volet institutionnel en effectuant une série d'entretiens avec les responsables des relations avec la société civile auprès des différents départements ministériels, la phase finale du projet a été consacrée à recueillir et consigner les attentes de la société civile dans le projet de vision, et ce afin de donner à ce document d'orientation stratégique la plus grande assise participative et de garantir sa large appropriation par tous les acteurs. C'est à ce titre qu'en partenariat avec le projet d'assistance technique à la société civile de l'Union européenne, 4 consultations régionales de la société civile ont été organisées en 2022. Ces consultations ont été organisées dans le nord, le grand Tunis, le centre et le sud. À l'issue de ce processus consultatif, trois axes stratégiques ont pu être formalisés à savoir :

- Repenser le cadre réglementaire et institutionnel pour un partenariat consacrant l'indépendance, la transparence et la redevabilité de la société civile.
- Renforcer les mécanismes de consultation et participation de la société civile aux politiques de développement sur les plans national, régional et local.
- Renforcer les capacités des institutions publiques et de la société civile pour l'appropriation et la mise en œuvre d'une approche partenariale.

La vision stratégique a été déclinée en un plan d'action en vue de son opérationnalisation.



Vision stratégique de partenariat institutions publiques société civile

Projet d'appui à la contribution de la société civile à la réalisation des Objectifs de Développement Durable



Décembre 2022

1.6 Elaborer un plan d'action d'opérationnalisation de la vision stratégique des services en charge des relations avec la société civile avec focus jeune et femme

Le plan d'action visant à opérationnaliser la vision stratégique a été conçu selon la même approche participative. Il permet de décliner la vision en 3 orientations stratégiques :

- Orientation stratégique n°1 : Repenser le cadre réglementaire et institutionnel pour un partenariat consacrant l'indépendance, la transparence et la redevabilité de la société civile.
- Orientation stratégique n°2 : Renforcer les mécanismes de consultation et participation de la société civile aux politiques de développement sur les plans national, régional et local.
- Orientation stratégique n°3 : Renforcer les capacités des institutions publiques et de la société civile pour l'appropriation et la mise en œuvre d'une approche partenariale.

Chaque orientation est elle-même déclinée en résultats attendus, activités, indicateurs de suivi, responsables de mise en œuvre et estimation budgétaire. En plus de rendre immédiatement applicable la vision stratégique, le plan d'opérationnalisation a été conçu d'une manière qui puisse faciliter la déclinaison de la vision en plusieurs sous-projets complémentaires et de mobiliser d'autres partenaires dans sa mise en œuvre

Plan Opérationnel 2023-2027

Orientation stratégique n° 1: Repenser le cadre réglementaire et institutionnel pour un partenariat consacrant l'indépendance, la transparence et la redevabilité de la société civile					
Résultat attendu n°1: Un cadre réglementaire et institutionnel favorable à un partenariat consacrant l'indépendance, la transparence et la redevabilité de la société civile est opérationnel					
Objectifs spécifiques	Activités/ Projets	Indicateurs de performance	Responsable	Budget (estimation préliminaire)	Partenaires techniques/financiers (à identifier ultérieurement)
OSS1. Parfaire la réforme du cadre législatif et réglementaire des associations	A.1.1 Parfaire d'une manière participative la réforme du cadre réglementaire régissant les associations dans le respect de l'autonomie associative et la conservation de la transparence financière	• Publication du nouveau cadre réglementaire au JORT	• DGPPSC + DGRSC	Service consultants : juristes, financiers et spécialistes de la société civile 60 HJ = 60 000 Dt	
	A.1.2 Mise en place de la plateforme de déclaration en ligne de la création des associations selon une nomenclature unifiée avec les autres plateformes à développer	• Plateforme opérationnelle	• DGRSC + DGPPSC	Service consultants en TIC, Juristes configuration technique 30 000 Dt Conception et élaboration du contenu 40 HJ = 40 000 Dt Coût estimé 70 000 Dt	
	A.1.3 Elaborer un plan d'action pour sensibiliser et assister les associations à s'inscrire au RNE	• Taux d'enregistrement au RNE	• CNRE + centre IREDA	Elaboration de guides et ateliers de sensibilisation au profit des associations (Budget de fonctionnement CNRE)	
	A.1.4 Créer un comité/ conseil de coordination entre les responsables des relations avec la société civile des différents départements ministériels en vue de la concertation et la coordination	• Régularité des réunions du conseil	• DGPPSC + DGRSC + Responsables des structures chargées des relations avec la société civile (ministères sectoriels)	Budget de fonctionnement des départements ministériels	

1.7 Des plans stratégiques et opérationnels sectoriels pilotes de collaboration avec la société civile, portés par le MSC, impliquant l'ensemble des acteurs institutionnels concernés (ministères, institutions publiques, Assemblée des Représentants du Peuple, etc.) et alimentés par la contribution de la société civile sont élaborés.

Cette activité n'a pas pu être mise en œuvre faute de mobilisation de fonds nécessaires.

❖ **Produit 2. L'accès des organisations de la société civile à des opportunités de renforcement des capacités adaptées à leurs besoins est amélioré**

Ce produit a été converti vers l'appui aux efforts de l'Etat et de la société civile pour la réponse à la crise provoquée par la pandémie durant les années 2020 et 2021. Ceci avait permis d'appuyer les campagnes nationales de réponse à la pandémie et d'aide aux populations vulnérables les plus impactées par la crise.

X

Indicateurs de résultats	Données de référence à fin 2020	Cibles 2021 (cumulatives)	Résultat à la date du rapport
2.1 Un état des lieux des formations dispensées par IFEDA à l'intention des organisations de la société civile est disponible	0	1	0
2.2 Les besoins en renforcement des capacités des organisations de la société civile sont identifiés avec focus jeune et femme, grâce à un processus de consultation inclusif	Non	Oui	Non Deux campagnes nationales mobilisant les grandes ONG nationales et entreprise sous l'égide du gouvernement ont été appuyées par les équipements de sécurité
2.3 Des modules de formation et des cours au profit des organisations de la société civile, adaptés à leurs besoins, sont développés et disponibles en ligne sur la plateforme de formation d'IFEDA	Non disponible	Disponible	Un cours en gestion et réponse aux crises a été élaboré. Sa mise en ligne dès la finalisation de la plateforme.
2.4 L'accès des organisations de la société civile à des opportunités de formation offertes par IFEDA est amélioré, grâce à la consolidation de la plateforme de formation en ligne d'IFEDA	Non	Disponible	Non
2.4 L'accès des organisations de la société civile à des opportunités de formation offertes par IFEDA est amélioré, grâce à la consolidation de la plateforme de formation en ligne d'IFEDA	Non	Disponible	Non

2.5 Des consultations pour l'appui aux organisations de la société civile dans la définition d'une vision partagée relative à leur contribution à la réalisation de l'Agenda 2030 sont organisées	Non	Oui	#4 consultations régionales ressemblant 136 acteurs et actrices de la société civile sont organisées
2.6 Nombre d'associations impliquées dans les consultations	NA	NA	104 OSC sont impliquées
2.7 Les capacités des réseaux et coalitions associatifs oeuvrant à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 sont améliorées	NA	NA	NA

2.1 Un cours en ligne en gestion et réponse aux crises est conçu (Evidences #3)



L'avènement de la pandémie en Tunisie a considérablement bouleversé la marche normale des projets en cours et a très vite imposé des redéploiements des

interventions afin de répondre aux besoins prioritaires des partenaires. C'est à ce titre que le PNUD a entrepris diverses initiatives afin d'appuyer ses partenaires dans leurs efforts de réponse à la crise de la COVID19, et afin de renforcer leur résilience face à ses conséquences.

Un cours en gestion et réponse aux crises a été conçu à destination des OSC engagées dans les efforts nationaux pour faire face à la pandémie de la Covid19.

Cette ressource pédagogique consiste à présenter de manière ludique et didactique les principales habiletés et compétences à acquérir et/ou développer dans le cadre d'une gestion/réponse aux crises. Son objectif est de renforcer les capacités transversales des acteurs engagés dans la réponse à la Pandémie.

Partant d'un prisme de la société civile, et en recourant à des illustrations pratiques et des exemples concrets, le cours met l'accent sur les meilleurs moyens et sur les outils pour gérer efficacement les scénarios de crise.

Il doit permettre aux participants :

- **Détecter et comprendre une situation de crise** : mieux appréhender la notion de crise, ses différents types, les modalités de sa survenance et ses conséquences ;
- **Gérer les situations de crise** : structurer un plan de gestion de crise, mettre en place une cellule de crise...
- **Concevoir les réponses aux crises** : mettre en œuvre les réponses les plus adéquates, organiser et mettre en œuvre les interventions envisagées, assimiler et appliquer les principes transversaux (risk assessment, do no harm, human rights, gender & conflict sensitivity etc)

Communiquer en temps de crise : adopter une bonne communication interne et externe. Le contenu du cours a bien été développé et restitué à la Directions Générale de la relation avec la société civile. La recommandation est qu'il puisse être disséminé à travers les plateformes de IFEDA afin de toucher le plus grand nombre.

2.2 Appui à la mise en œuvre des campagnes nationales d'aide aux populations affectées par la Pandémie.

Si la pandémie a touché tout le monde, son impact a été particulièrement grand pour les populations vulnérables dont la précarité a été accentuée. Ceci s'est notamment manifesté dans les écoles primaires de plusieurs régions dépourvues d'accès à l'eau ce qui a rendu le respect des règles d'hygiène critique. Cela s'est aussi ressentie auprès des familles nécessiteuses dont les sources précaires de revenus ont été coupé par l'effet du confinement général imposé en Tunisie durant le mois de mars-avril.

Face à cette situation le Ministère en charge des relations avec la société civile, sous l'égide de la présidence du gouvernement a entrepris deux campagnes nationales de grande envergure pour la collecte et de distribution des aides alimentaires aux personnes les plus nécessiteuses. Plus de 3000 volontaires mobilisés par les grandes organisations tunisiennes à l'instar des Scouts, de la ligue tunisienne des droits de l'Homme, L'union nationale des femmes ont été impliqués dans ces campagnes.

A la demande du partenaire national, le PNUD a apporté un appui en équipement aux bénévoles leur permettant d'assurer la mise en œuvre des actions entreprises sur l'ensemble du territoire.



1 Les volontaires mobilisés dans la mise en oeuvre de la campagne JESR



2 Dossard fourni par le projet à destination des volontaires



3 Distribution de gel hydroalcoolique aux volontaires

Désignation	Quantité
Masque de Protection lavable	6 500
Gel Antibactérien de 125ML	8 500
bidons de 5l de désinfectant surface	100
Dossards	2000

4 Détail des équipements fournis

❖ **Produit 3. Les interventions de la société civile en ce qui a trait à la mobilisation citoyenne, en particulier des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables sont appuyées.**

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce produit, et afin de concrétiser les interventions localisées de la société civile pour la mobilisation citoyenne et la réalisation des ODD, les initiatives de la société civile pour la mise en œuvre de l'ODD16 dans les gouvernorats de Gabès, Médenine et Tataouine ont été appuyées. La mise en place du Centre des ressources associatives a été parachevée et couronnée par l'organisation du Forum de la société civile en son sein. Enfin, un prototype de plateforme numérique de collaboration et d'appui aux OSC a été développée.

Indicateurs de résultats	Données de référence à fin 2020	Cibles 2021 (cumulatives)	Résultat à la date du rapport
3.1 # d'analyses intégrant le genre des éléments significatifs de transformation du paysage associatif en Tunisie, en relation avec l'évolution du contexte social, économique, politique, juridique et institutionnel au niveau des territoires pilotes,	0	1	0
3.2. Taux d'amélioration des compétences des membres des OSC des territoires pilotes (selon les besoins identifiés par le plan de renforcement des capacités, échelle à définir	0	70% des participant.e.s, 50% de gain de compétences)	0
3.3. (#) d'initiatives de la société civile contribuant au développement local durable (ODD16) appuyées	0	5	13 13 initiatives déployées dans 3 gouvernorats
3.5. (#) de plateformes d'appui à la société civile locale de la région du sud du pays soutenues	1	2	2 Le centre de ressources associatives de Djerba est opérationnel

			La plateforme numérique est opérationnelle
--	--	--	--

3.1 Réaliser une analyse, intégrant le genre, des éléments significatifs de transformation du paysage associatif en Tunisie, en relation avec l'évolution du contexte social, économique, politique, juridique et institutionnel

L'analyse n'a pas pu être faite faute de mobilisation de fonds.

3.2 Renforcer les capacités de la société civile et des municipalités, pour qu'elles soient en mesure d'appuyer la mobilisation communautaire et citoyenne (en particulier des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables, à l'échelle locale)

Le renforcement des capacités de la société civile a été fait en marge de l'appui aux initiatives de la société civile (3.3). En effet, 56 représentant.e.s des OSC qui ont bénéficié d'un appui financier (voir activité 3.3) ont aussi pu bénéficier d'un renforcement de capacités touchant à la gestion programmatique et administrative des projets, ainsi que sur les ODD et le genre. Cette combinaison a été faite en vue d'assurer une opérationnalisation des capacités acquises, au lieu de fournir un appui à des associations qui n'auraient pas nécessairement l'opportunité de mettre en pratique leurs capacités.

Deux ateliers ont été organisés au profit des représentant.e.s des OSC partenaires sur des thématiques clés. Un premier atelier a eu lieu avec 30 représentant.e.s des associations sélectionnées afin de les initier aux modalités d'exécution techniques et financières des initiatives, aux obligations légales et éthiques du travail associatif ainsi qu'à l'approche préconisée pour la contribution de la société civile à la réalisation de l'ODD16. L'appropriation de principes tels que le Do No Harm et le Leave No one behind a de même été améliorée pour les représentant.e.s des OSC partenaires afin d'assurer une compréhension partagée du cadre référentiel et des principes directeurs de l'ODD16 et d'en garantir une meilleure dissémination lors de la mise en œuvre des initiatives. L'atelier a, de même, servi à accompagner les OSC sélectionnées, dont la plupart sont les petites organisations émergentes, dans l'affinement de leurs plans d'actions.

Un deuxième atelier a été organisé au profit de 26 représentant.e.s des associations partenaires visant à renforcer leurs capacités techniques en vue d'une intégration de l'approche sensible aux droits humains et au genre dans leur initiatives. En tenant compte du caractère inédit des initiatives appuyées dont une des finalités est de produire des données générées par les citoyen.ne.s au niveau local et ciblant des populations vulnérables ou marginalisées souvent négligés par les processus officiels de collecte de données, un accompagnement spécifique a été fourni au association afin de les initier aux règles et techniques de collectes et traitement des données afin de s'assurer d'une bonne mise en œuvre des projet et d'un stricte respect du do no harm en plus d'une qualité optimale des données générées.

3.3 Appuyer la mise en œuvre d'initiatives de la société civile contribuant au développement local durable et à la réalisation de l'ODD 16 au niveau des territoires pilotes.

Le PNUD a fournit un appui technique et financier aux initiatives de la société civile, visant à renforcer la contribution citoyenne à la réalisation des ODD, en particulier l'ODD 16 (paix, justice et institutions

efficaces). Plus précisément, cet appui a visé la promotion de la mise en œuvre par la société civile locale d'actions de terrain permettant de concrétiser les ODD et de renforcer leur compréhension et leur appropriation par les citoyens. Cet appui a de même été conçu de manière à contribuer à d'autres actions du PNUD pour l'intégration et la localisation des ODD, et tout particulièrement en vue d'alimenter les plans de développement local appuyés dans le cadre du projet d'Appui à la décentralisation et au développement local mené par le PNUD au Sud-Est.

Suite à un processus compétitif, 13 initiatives de la société civile ont pu être sélectionnées. D'une durée de six mois, les initiatives étaient réparties dans les gouvernorats du Sud-Est à raison de 4 initiatives à Médenine, 4 à Tataouine et 5 à Gabès. Tout en recourant à des procédés variés et innovants, les initiatives ont pour point commun de cibler les catégories les plus vulnérables (jeunes en situation de précarité, femmes artisanes et commerçantes victimes de discriminations multi dimensionnelles, personnes porteuses d'handicap, étudiants étrangers etc..) et/ou d'évaluer les services publics qui leurs sont fournis dans une approche de territorialisation du principe de Leave No One Behind et de concrétisation d'une meilleure inclusivité et efficacité des institutions publiques au niveau local. Les initiatives visent, de même, à générer des informations concrètes sur l'état de l'ODD16 au niveau des localités, de manière à renseigner les plans de développements locaux par des données concrètes qui permettent une amélioration réelle de la vie des populations.

Tableau récapitulatif des initiatives appuyées

Budget : 20.000 TND

Association	Zone d'intervention	Cible	Résumé de l'initiative
Errawassi	Médenine (le marché municipal)	Femmes commerçantes et artisanes travaillant dans le marché municipal de Médenine	Réaliser un état des lieux des défis et difficultés auxquelles les femmes commerçantes actives dans le marché municipal de Medenine font face (violence économique, harcèlement, discrimination etc). Identification de leur besoins spécifiques en termes de services (santé, couverture sociale, sécurité, accès équitable à des emplacements dans le marché, transport, etc). Elaboration d'un rapport et sa restitution. Organisation d'une série de table ronde avec les administrations concernées (affaires sociales, municipalité : commission de l'égalité des chances, police, santé etc) afin de les sensibiliser aux mesures à prendre pour répondre aux besoins spécifiques de ces travailleuses
ADAM (soutient aux enfants autistes)	Municipalité de Tataouine	Famille et personnel d'appui aux enfants autistes	Fournir des données plus précises sur le nombre de famille ayant un enfant autiste dans la localité, identifier leurs besoins en termes de services. Vulgariser les moyens de soutien offerts aux familles et personnel éducatif traitant des cas d'autismes et identifier leurs besoins spécifiques d'appui (santé, transport etc)

			Sensibiliser le personnel enseignant et les parents d'élèves afin de mieux diagnostiquer les cas d'autisme chez les élèves et faciliter leur accompagnement
AITD	Gabes	Les citoyens de la municipalité, notamment les non-voyants	<p>L'association va capitaliser sur la convention de partenariat avec la municipalité dont elle dispose ainsi que sur sa radio communautaire pour organiser des émissions radiophoniques où il sera question d'abord de vulgariser les ODD et engager la discussion sur leurs enjeux dans la municipalité de Gabes ensuite pour transmettre les doléances des citoyens au sujets des services municipaux.</p> <p>Une boîte vocale sera mise en place pour enregistrer les messages des citoyens aux institutions locales (états des services, accès des non-voyants et autres catégories vulnérables aux institutions, propositions d'améliorations etc).</p> <p>Les messages seront transmis sur les ondes de la radio lors d'émissions auxquelles des responsables des services publics seront invités et répondront aux citoyens.</p>
ACL (Association Citoyens et Liberté)	Houmet Essouk Djerba	Citoyens et riverains de la municipalité de Houmet Essouk	<p>Suivi et évaluation de la mise en œuvre de l'ODD16 au niveau de la municipalité sur la base d'indicateurs localisés :</p> <p>Dissémination du concept du développement durable surtout l'ODD 16</p> <p>Evaluation du degré de satisfaction citoyenne de la réalisation des cibles de l'ODD 16</p> <p>Coproduction d'une initiative pouvoir public locaux et citoyens de Houmet Souk pour une meilleure réalisation des cibles de l'ODD 16</p>
AJC	Medenine : les quartiers marginalisés de Souiter et Hssi Amor	Les habitants des 3 quartiers marginalisés et notamment les jeunes	<p>Enquête de diagnostic des besoins des citoyens, leurs attentes prioritaires en lien avec les services communaux</p> <p>2 jours d'ateliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Restitution des résultats de l'enquête dans le cadre d'un atelier/table ronde réunissant les représentants des quartiers cibles notamment les femmes et les représentants de la commune et services publics concernés. -Formation des citoyens sur l'accès aux services municipaux (formuler des requêtes etc) <p>Mise en place d'une initiative communautaire pilote impliquant les riverains et la municipalité</p>
APE (Perspectives d'Emploi)	Tataouine centre	Jeunes de la commune	Promouvoir le dialogue et la coopération entre les citoyens (jeunes) et les autorités locales pour la localisation de l'ODD16 au niveau de Tataouine centre :

Tataouine)			<ul style="list-style-type: none"> - Table ronde avec 25 jeunes (critère de sélection représentatif et inclusif) pour la localisation de l'ODD 16, perceptions des institutions dans Tataouine centre et évaluation des principaux services. - Table ronde avec les responsables des administrations notamment ceux des bureaux de relations avec les citoyens (15 administrations) - Formation pour l'élaboration d'un Policy brief (Jeunes et responsables des institutions) - Réalisation d'un Policy dialogue (7 jeunes et 7 responsables des institutions) - Conférence de presse, journée de restitution.
ATEN Association Tunisienne de l'environnement et de la Nature	Gabes	Les élus, les administrateur de la Municipalité de Gabes, Les citoyens, Société civile	<p>Renseigner par des données empiriques issues des citoyens le rapport technique municipal dans une perspective de promotion des politiques publiques locales centrées sur les besoins concrets des citoyens :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Collecte et analyse des données relatives à la qualité des services et équipements municipaux par un prisme des citoyens. - Elaboration d'un rapport technique en impliquant les jeunes et les citoyens de la commune. - Restitution du rapport technique participatif aux élus afin de renseigner les politiques locales de développement.
ATSR Association Tunisienne des Sciences et de la Recherche	Gabes	Les étudiants de l'Université de Gabes (en situation de vulnérabilité : immigrés, handicapés etc)	<p>Identifier, collecter et analyser les principaux défis auxquels sont confrontés les étudiants de l'Université de Gabes (Harcèlement, discrimination raciale, accès aux services universitaires et leur qualités etc)</p> <p>Engager le dialogue sur les priorités dégagées entre les parties prenantes et les administrations concernées.</p> <p>Renforcement de la résilience de l'espace universitaire face aux défis identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un noyau de points focaux d'appui aux étudiants vénérables, - Conception d'une initiative pilote.
Changers TACAPES	Gabes	Les usagers des services publics de Gabes	<p>Consolider et promouvoir des relations apaisées et fluides entre l'administration et les usagers ainsi qu'une administration accessible aux catégories vulnérables.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification des principaux défis rencontrés par les catégories les plus vulnérables dans leur relation avec

		(notamment ceux en situation de vulnérabilité/les fonctionnaires publics en contact direct avec les citoyens)	<p>l'administration (personnes analphabètes, en situation d'handicap etc).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des fonctionnaires publics aux notions d'institutions justes et efficaces et de société inclusive ainsi qu'aux applications du <i>leave no one behind</i> dans leur travail. - Conception de supports media de vulgarisation et de sensibilisation sur l'inclusion des catégories vulnérable et l'accès à l'administration.
EDA Médenine	Médenine Sud	Les franges de la population en situation de vulnérabilité	<p>Identifier les catégories les plus vulnérables de la municipalité de Médenine sud à travers un croisement des données de diverses sources (affaires sociales, société civile, enquête de terrain).</p> <p>Réalisation d'une analyse et élaboration de recommandations à l'adresse de différents institutions et acteurs concernés.</p>
New Steps	Tataouine Sud	Les femmes et les jeunes NEET à tataouine Sud	<p>Evaluation de l'accessibilité aux institutions et administrations par les citoyens de la municipalité de Tataouine Sud spécifiquement les catégories vulnérables.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier de diagnostic et de réflexion avec des personnes ressources d'une manière participative afin de dégager les principaux axes. - Des tables rondes portant sur les attentes et les propositions des citoyens par rapport à chaque institution identifiée lors du premier atelier. - Rapport d'analyse et recommandation - Atelier de restitution des résultats avec la participation des acteurs clés.
Soutcom	Gabes	Les malvoyants de la cité El Manara les institutions publiques de la commune de Gabes	<p>Recensement des mal voyants de la ville et état des lieux de leur besoins attentes et priorités en termes d'accès aux services public.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des acteurs de la ville aux besoins spécifiques des mal voyants. - Réalisation d'une expérimentation sociale. - Initiative pilote d'amélioration de l'accès des malvoyants à la ville (passage piéton intelligent).
Tataouine Tomorrow	Tataouine ville	Les usagers des services	Amélioration de l'Accès des catégories vulnérables aux services publics, promotion de la redevabilité des services publics à travers une plus grande implication des citoyens dans l'évaluation de la qualité des services.

		publics au niveau municipal, les conseillers municipaux	<p>Activités :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Atelier de réflexion en présence des différents représentants des administrations (affaires sociales, santé, conseil municipal) et la société civile pour identifier les principaux axes pour la conception du questionnaire -Formation à propos les techniques de la réalisation d'enquête - Enquête : services publics prioritaires pour les catégories vulnérables et qualité de ces services -Traitement des données de l'enquête et l'analyse des données par un expert (partenariat avec l'ISET) -Renforcement de capacité pour les institutions sur l'ODD16 et d'autres thématiques évoquées lors de l'enquête. -Atelier de restitution et recommandations pour l'amélioration de l'accès aux services
--	--	---	--

3.5 Appuyer la mise en place de plateformes d'appui aux OSC locales

L'objectif de ces plateformes est de fournir aux associations des espaces de rencontre, d'apprentissage et d'information tant physiques que virtuels à travers lesquels elles pourront accéder plus facilement à des ressources matérielles et cognitives qui vont les aider à progresser, développer leurs capacités et être plus en mesure de mettre en œuvre des interventions pertinentes et durables.

Il s'agit d'une plateforme physique, le Centre de ressources associatives pilote implanté à Djerba et fournissant aux associations locales les commodités nécessaires au travail collaboratif, à l'exploration des synergies avec les acteurs locaux et à l'atteinte des jeunes. Il s'agit aussi d'une plateforme numérique d'appui à la société civile qui se présente comme une interface virtuelle dont la vocation est de faciliter l'accès des associations aux différentes opportunités d'appui technique et financier offertes par le PNUD. La plateforme offre de même un espace d'information et de partage de connaissances.

3.5.1 Le centre des ressources associatives de Djerba

Le Centre des ressources associatives méditerranéen a été mis en place dans l'enceinte d'un bâtiment historique situé au cœur de la commune de Houmet Esouk à Djerba. Capitalisant sur l'emplacement stratégique de cet édifice et son accessibilité, le PNUD a travaillé avec les associations locales et les municipalités de l'île, pour mettre en œuvre la réhabilitation de l'espace afin d'en faire un centre polyvalent ouvert à toutes les associations de l'île. Cette réhabilitation a été décidée dans le cadre d'un précédent projet durant lequel les autorités locales et la société civile ont convenu de sa réalisation, comme un des projets visant à promouvoir la cohésion sociale. Ceci indiquait que cette action répondait à un vrai besoin des acteurs locaux.

En plus de mettre à la disposition des associations des espaces de travail collaboratif, le réaménagement a permis la mise en place d'une salle de conférence, une bibliothèque et une galerie d'exposition. Le centre a vocation à favoriser les synergies avec les autorités locales et faciliter le travail des associations en mettant à leur disposition un centre polyvalent qui leur permet de travailler librement et à moindre frais.

Le projet a pu finaliser des travaux de réhabilitation et d'équipement du centre le rendant ainsi opérationnel.



L'aménagement du centre des ressources finalisé juillet 2021

➤ Les consultations sur la mode de gestion et de gouvernance du Centre mai 2021:

Afin de promouvoir une gestion concertée et inclusive en son sein, une série de consultations a été faite avec les différentes parties prenantes dans le but de déterminer un mode de gouvernance qui soit ouvert, participatif et endossé tant par les acteurs de la société civile que par les autorités locales. Trois ateliers de consultations ont été organisés le 24, 25 et 26 mai 2021 pour débattre du mode de gouvernance du centre de ressources.

Le premier atelier était dédié aux acteurs de la société civile locale, le second aux experts, personnes ressources et les représentants des autorités locales et autorités déconcentrées représentés dans l'île et concernés par le sujet. Le troisième et dernier atelier a permis de rassembler des représentants des différentes parties prenantes pour rapprocher les points de vue et aboutir à des consensus sur les divergences relevées lors des deux premiers ateliers.

Au total 150 personnes ont pris part à ces ateliers. Les thématiques suivantes ont été débattues :

- La gouvernance et la gestion du centre : la direction exécutive du centre, l'administration et la gestion courante.
- La programmation et les activités du centre : les activités pour la période transitoire et pour le long terme, la logistique, le financement, l'identité du centre de ressources. (évidence #10)

Il n'a pas été possible de formaliser un mode de gouvernance et de gestion participatif entre la municipalité et la société civile de l'île, en raison des difficultés réglementaires et légales exacerbées par les tensions entre les acteurs de la région. Le centre demeure donc sous la pleine responsabilité de la municipalité de Houmt Souk. Cependant, ceci n'entrave pas la vocation originelle du CRAM qui continue à

être investi par la société civile, facilitant de fait son action, en lui offrant un lieu de rassemblement et les facilités nécessaires à son action à moindre frais.

➤ **Le Forum de la société civile en marge du sommet de la Francophonie novembre 2022 :**

Le centre a aussi accueilli une importante activité lors du sommet de la Francophonie qui s'est tenu en Tunisie en novembre 2022. Le PNUD a saisi ce rendez vous international afin de concrétiser la vocation du centre de ressource d'offrir une plateforme d'échange et de visibilité à la société civile.

Le forum fut une occasion d'offrir aux OSC une plateforme de visibilité, d'échange sur les bonnes pratiques et de partage des leçons apprises en matière d'appui à la réalisation et à la localisation des ODD. Profitant de la dynamique du Sommet de la Francophonie – le forum étant un *side event* officiel - le forum a offert à la société civile locale une occasion de valoriser son rôle en matière de développement et de promotion de la citoyenneté.

Le forum était l'occasion de mettre en avant l'action de de la société civile visant la contribution à la réalisation des ODD , notamment dad-est du pays. Il ne s'agissait pas seulement des partenaires du PNUD, car le forum a aussi permis de mettre en avant le travail des associations les plus impactantes ou encore celles émergentes mais agissant pour la poursuite des ODD. Au total plus de 90 OSC ont été présentes elles ont pu présenter leurs interventions respectives et échanger leurs expériences. Elles ont aussi pu explorer les perspectives de collaboration et de partenariat.







Ce forum avait aussi pour finalité d'offrir une plateforme d'échange et de promotion des partenariats entre et avec les acteurs de la société civile. Il a constitué à ce titre une illustration concrète majeure de la vocation du centre des ressources associatives et a permis par là-même de valoriser ce centre et de lui donner plus de rayonnement comme catalyseur de synergie pour l'action citoyenne locale.

A travers un programme riche et varié sur deux jours, alternant des panels de discussions, des stands d'exposition et des représentations artistiques, le Forum a attiré aussi bien la population locale que les invités, organisations et autres intervenants qui se trouvaient sur l'île pour le sommet. Plus de 500 personnes ont visité le forum durant les deux journées.

Programme du Forum de la société civile pour la réalisation des ODD
18 novembre 2022
 Centre des Ressources Associatives Méditerranéen
 Houmet Essouk

CONFÉRENCES
 09h00 Ouverture
 10h00 La société civile partenaire stratégique pour la réalisation des ODD
 12h30 La contribution de la société civile au ODD : Retour sur expériences et leçons apprises

REPRÉSENTATION THÉÂTRALE
 16h00 - Fragments du globe terrestre - Association Art de la Rue, Tunisie

LIVE PERFORMANCE
 17h00 Révélation de la Fresque Murale Collectif international d'artistes

MARCHÉ DES ENTREPRENEUR.E.S
 Expo-vente
 9h00 - 18h30
Produits du terroir & apiculture & pâtisserie
SHANTI, La Ruche Tozeur
Produits d'artisanat
Fidel, ADAM, ELBACIKAT, ERAWASSI
 Tapisserie & Margoum
GDA Guermassa
Articles de décoration & meubles
OVC, TENDANCE CERAMIQUE
FEKI D'Artisanat
 Mode artisanale
TEBOUMODE, MTIRA MODE
FUNDI

VERNISSAGE
 Art et résilience
 9h00 - 18h30
Muse'atique, Tunisie
Prince Bleziri, Côte d'Ivoire
Danseur citoyen sud, Tunisie
Jean Jacques Mbiya, Congo
Ines Van Goor, France

CONCERT DE MUSIQUE
 15h30 Chorale Voix d'anges de Tunis
 18h00 Yasser Jeradi, Tunisie




Programme du Forum de la société civile pour la réalisation des ODD
17 novembre 2022
 Centre des Ressources Associatives Méditerranéen
 Houmet Essouk

LA FOIRE AUX ODD
 Pavillon des stands
 14h00 - 18h30
 Peace, Prosperity, Planet

MARCHÉ DES ENTREPRENEUR.E.S
 14h00 - 18h30
Expo-vente
Produits du terroir & apiculture & pâtisserie
SHANTI, La Ruche Tozeur
Produits d'artisanat
Fidel, ADAM, ELBACIKAT, ERAWASSI
 Tapisserie & Margoum
GDA Guermassa
Articles de décoration & meubles
OVC, TENDANCE CERAMIQUE
FEKI D'Artisanat
 Mode artisanale
TEBOUMODE, MTIRA MODE
FUNDI

WORLD CAFÉ
 16h00 - 17h00
 Speed dating
 Networking associatif

CONCERTS DE MUSIQUE
 15h00
 Khaïll Chahbani, Tunisie
 17h30
 Chorale Voix d'anges de Tunis

VERNISSAGE
 Art et résilience
 14h00 - 18h30
Muse'atique, Tunisie
Prince Bleziri, Côte d'Ivoire
Danseur citoyen sud, Tunisie
Jean Jacques Mbiya, Congo
Ines Van Goor, France

LIVE PERFORMANCE
 Street art
 15h00
 Collectif international d'artistes




3.5.2 La plateforme numérique d'appui à la société civile

Cette plateforme numérique a pour objectif de renforcer, harmoniser et faciliter l'appui et le suivi apportés aux OSC. Elle a vocation à simplifier l'accès des associations, notamment celles se trouvant dans les régions, aux annonces et informations sur les opportunités d'appui offertes par le PNUD et à faciliter qu'elles puissent en bénéficier. La plateforme offre une interface ergonomique regroupant toutes les annonces sur les appuis offerts par les différents projets du PNUD et permettre aux OSC de présenter leur dossier de candidature via cette même plateforme sans recourir aux déplacements ni aux supports en papier.

Son objectif aussi est de servir de tableau de bord permettant de suivre la progression des initiatives en cours et de faciliter la communication des associations partenaires avec les équipes chargées du suivi des projets ce qui permettra d'optimiser la gestion du temps et des moyens aux associations et de leur garantir un canal de communication permanent avec l'équipe de suivi. De même, la plateforme offre un espace dédié aux ressources et à la gestion des connaissances qui permettra en plus d'offrir des cours en lignes et de la documentation pertinente, de renforcer la visibilité des appels à propositions (appels, projets soutenus) et de promouvoir des approches de travail avec la société civile et des succès stories.

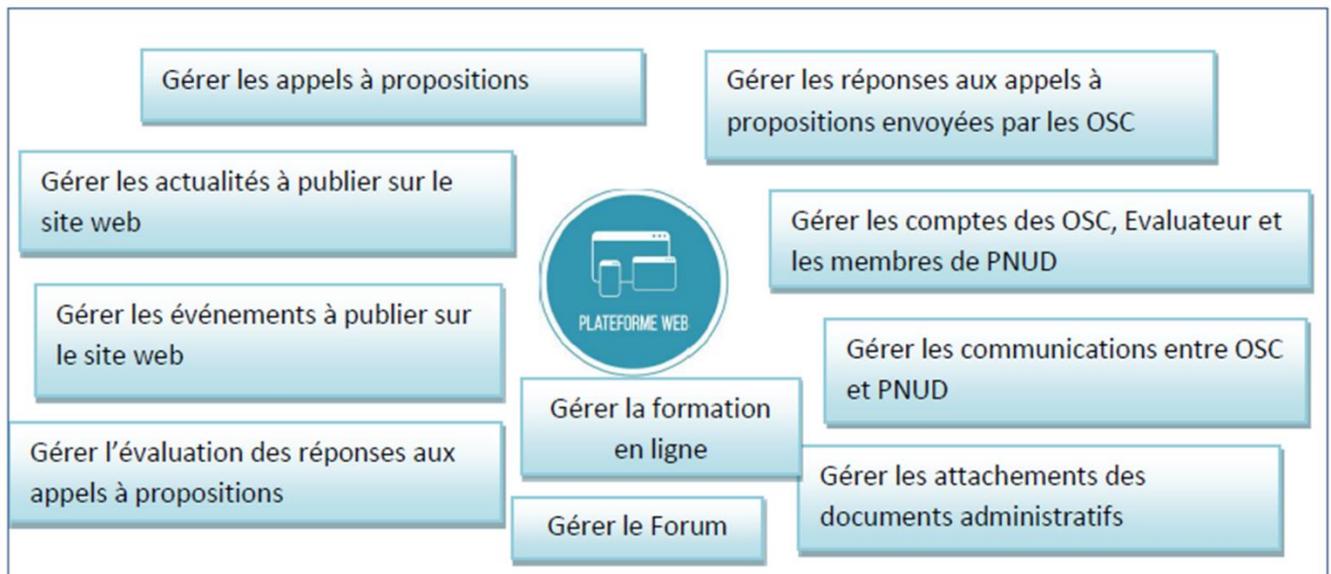
La Version Beta de la plateforme est finalisée.

D

Format de la plateforme

- **Partie Front Office** (site Web): on trouve sur le site Web la page d'accueil ainsi que d'autres pages tel que « Evènements », « Forum », « Appels à propositions », « Actualités », « E-learning »;
- **Partie Back Office** : permet de gérer le processus des appels à propositions qui commence par la phase de la création, puis la publication, collecte des réponses des OSC, check administratif, évaluation et enfin la sélection. Elle permet également de gérer les espaces des OSC qui contiennent les profils des OSC, l'historique des réponses des OSC et l'espace de création des réponses aux appels à propositions

Fonctionnalités de la plateforme



III- Défis de mise en œuvre et suivi des risques

Catégorie	Evenement	Causes	Impact	Validité du risque	Impact ¹	Probabilité ²
Politique	Changements dans l'équipe gouvernementale en place	Alternance au pouvoir Nouvelles nominations Démission Refonte du ministère	Discontinuités/retards dans la mise en œuvre	Services mis en veille depuis les mesures prises le 25 juillet 2021 jusqu'à la constitution d'un nouveau gouvernement au mois d'octobre.	3	5
Organisationnel/ Opérationnel	Suspension des activités de terrain	Propagation de pandémie Restrictions sanitaires	La mise en œuvre des activités de terrain et impliquant les communautés locales et les OSC compromises Manque de participation et d'inclusivité	Permanent	4	3
Stratégique /Opérationnel	Adhésion limitée des OSC et autres bénéficiaires ou public cibles et mise en œuvre non optimale des activités	Faible structuration des OSC Partage des informations et communication non optimale, mauvaise perception ou compréhension du projet et de ses activités	La dimension participative et inclusive des activités compromises Le résultat attendu n'est pas pleinement atteint	Permanent	4	2

¹ 1.Limited ,2.Low, 3.Moderated , 4.Hight , 5.Extreme

² 1.Non probabale , 2.Peu probabale ,3. Probabilité modérée, 4.Très probable, 5. Prévu

Traitement	Effet attendu du traitement	Partie responsable du traitement	Statut	Comment
Le projet veille à impliquer les responsables des services permanents du ministère/gouvernement et des autres structures publiques partenaires dans la conduite des différentes activités afin de veiller à la persistance d'un noyau permanent de vis-à-vis nonobstant les bouleversements politiques.	Une appropriation constante du projet par les partenaires, un partage de l'information idoine et une passation de pouvoir fluide entre les différents vis-à-vis. Une continuité dans la mise en œuvre, des retards maîtrisés.	UNDP	On Going	Réunion de coordination régulières, documentation des différentes étapes, implication rapprochée des vis-à-vis.
Privilégier la dématérialisation des activités lorsque cela est possible. Revoir le chronogramme des activités selon l'évolution de la situation sanitaire. Avancer pendant les périodes de restriction sur les activités de production de connaissance ou activités préparatoires et profiter des phases d'amélioration pour avancer sur les ateliers et les événements mobilisant les participants. Toujours veiller au strict respect des mesures préventives en vigueur.	La mise en œuvre idoine des activités est conciliée avec la garantie de la sécurité de tous, le do No harm et le strict respect des règles préventives en vigueur.	PNUD et partenaire	Complet ed	Développement d'outil de travail à distance, Anticipation, et chronogramme souple. Suivi et actualisation des SOP Covid19
Le projet veillera à assurer une communication optimale autour du projet afin de garantir une bonne compréhension de ses objectifs et une bonne diffusion des informations à son sujet. Le projet veillera de même à une implication des publics cibles dans toutes les phases des activités afin de garantir leur adhésion et leur appropriation	Le projet est mis en œuvre de manière inclusive. Il est perçu positivement.	UNDP/ partenaire	On going	Ateliers de renforcement de capacité et accompagnement technique Diffusion large des informations relatives aux initiatives lancées dans le cadre des activités auprès des organisations de la société civile, aux niveaux national, régional et local (communication directe avec le réseau

				d'associations partenaires du PNUD, sessions d'information publiques, campagnes de communication notamment via Internet, etc.)
--	--	--	--	--

IV- Leçons apprises et défis de mise en œuvre

La principale leçon apprise de ce projet porte sur le processus d'appui à la mise en place d'un mode de gouvernance participatif et ouvert du CRAM. Ce dernier s'est révélé porteur de plusieurs défis liés aux divergences de positions et une certaine forme de compétition entre les différentes composantes de la société civile intéressées par la gestion du centre. En l'absence de consensus, le PNUD a veillé à temporiser afin de donner plus de temps aux consultations tout en veillant à préserver une impartialité des différentes parties engagées. Le projet a de même veillé à capitaliser sur le leadership de la mairie de Houmet Essouk (dont le centre relève et qui préconise une approche participative et ouverte) afin qu'elle puisse assurer une fonction de régulation et d'arbitrage garantissant la pleine appropriation du centre par les acteurs de la région. En dépit du fait que la réhabilitation du centre a été convenue à la suite d'un processus consultatif ayant eu lieu avant le début de l'actuel projet, ceci n'a pas permis de déjouer les résistances et complications rencontrées par la suite. Il est donc recommandé de privilégier une approche différente pour la mise en place d'un mode de gestion, qui s'appuierait sur l'administration locale pour mettre en place une charte commune pour l'usage d'un tel espace commun, au lieu d'avoir l'ambition de mettre en place un mode de gouvernance et de gestion nouveau.

En matière d'appui aux initiatives de la société civile, la coopération horizontale (OSC/OSC) et l'apprentissage par les pairs constituent un moyen efficace de renforcement de capacité et de transfert de compétences. L'appui en amont aux OSC (lors des phases initiales de montage et planification des projets) est une garantie importante d'une mise en œuvre optimale des initiatives. De même, intégrer la modalité d'appui financier à un programme comportant aussi un appui technique thématique permet une mise en pratique des compétences acquises garantissant leur pérennité.

L'approche de proximité et l'intervention à un niveau local au plus près des populations (plus concrète, qui mobilise les potentialités de résilience endogènes) permet de mettre en œuvre des activités territorialisées qui répondent à des besoins spécifiques. Cela réduit les risques de stigmatisation et accroît l'efficacité.

Le projet a dû faire face à un défi lié à la mobilisation des fonds. Le tarissement des ressources durant la période de mise en œuvre du projet n'a pas permis de lever les fonds initialement projetés pour le projet. La stratégie de repli a consisté à circonscrire l'intervention vers des activités catalytiques. Cela a impliqué de faire des arbitrages entre les activités pour se recentrer sur les produits les plus stratégiques, concrets et à fort potentiel de modélisation. Certains des produits et activités initialement prévus ont dû être fusionnés ou réduits.

V- Suivi-évaluation

Le présent rapport fait référence à la période s'écoulant entre 2020 et 2022.

Le cadre de suivi et évaluation du projet exige un reporting annuel deux rapports ont déjà été fait pour couvrir les années 2020 et 2022.

Le Comité de pilotage du projet s'est tenu à deux reprises.

Le Comité de pilotage de clôture s'est tenu le 1er décembre 2022.

VI- Evidences

Evidence #	Type	Titre	Date de publication	Auteur
1	Document Stratégique	Vision stratégique du partenariat des acteurs public avec la société civiles	Decembre 2022	Consultant
2	Document Stratégique	Plan de renforcement de capacités des acteurs publics en ce qui a trait à la collaboration et partenariat avec la société civile	Décembre 2022	Consultant
3	Ressource pédagogique		Janvier 2021	PNUD/SCRSC
4	PPT	PressBook Forum de la société civile	Novembre 20221	Consultant
5	Liste de participants	Liste de participants (OSC partenaires) au Forum de la société civileà l’atelier de lancement de l’élaboration de la vision stratégique	Novembre 2022Juin 2021	PNUD /SRSC

VII- Rapport financier

Programme des Nations Unies pour le Développement
Rapport financier intérimaire GOVERNMENT OF NETHERLANDS
au 31 décembre 2022



Au service
des peuples
et des nations

Numéro de référence de la contribution:

Pays: Tunisia
 Projet: 00122392 - Contribution de la SC aux ODD (Agenda 2030)
 Output: 00118006,00123733 - Contribution de la SC aux ODD
 Statut du Output: Operationally Closed
 Source de financement: Programme Cost Sharing

(en dollars américains)

	Années précédentes (1)	2022 (2)	Cumulatif en 2022 (3)
Revenus			
Contributions Annuelles ^a	-	-	-
Autres Revenus ^b	9,00	40,98	49,98
Transferts de/vers d'autres fonds	1 053 000,00	-	1 053 000,00
Remboursement aux donateurs	-	-	-
Total - Revenus	1 053 009,00	40,98	1 053 049,98
Dépenses			
Traitements salariaux et autres dépenses de personnel	161 662,99	-	161 662,99
Fournitures et consommables	13 852,51	-	13 852,51
Équipements, véhicules et mobiliers, y compris amortissements	32 434,47	4 121,52	36 555,99
Services contractuels	105 690,30	85 653,15	191 343,45
Voyages	30 206,40	5 412,74	35 619,14
Transferts et subventions aux contreparties	5 783,79	83 397,90	89 181,69
Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	371 781,70	49 727,03	421 508,73
Sous-total	721 412,16	228 312,34	949 724,50
Coûts d'appui au programme ^c	57 819,41	18 289,81	76 109,22
Total des dépenses	779 231,57	246 602,15	1 025 833,72
Solde^d	273 777,43	27 216,26	27 216,26
Dépenses futures^e			
Valeur des actifs non-amortis et des stocks achetés	4 552,13	2 991,40	2 991,40
Engagements contractuels	25 575,66	4 480,96	4 480,96
Sous-total	30 127,79	7 472,36	7 472,36
Comptes Recevables, moins paiements reçus d'avance^f			
Moins: Contributions à recevoir des donateurs	-	-	-
Ressources disponibles^g	243 649,64	19 743,90	19 743,90
Total des Contributions^h	-	-	-
Total des Contributions Reçues^h	-	-	-
Total des montants dusⁱ	-	-	-
Revenus Différés et Paiements Reçus d'Avance^j	-	-	-

a. Les contributions représentent les revenus comptabilisés selon l'échéancier indiqué dans les accords signés.
 b. Les autres revenus représentent les revenus résultant d'activités diverses.
 c. Le coût de l'appui au programme (indirect) est calculé sur la base des dépenses en excluant les gains et pertes de change.
 d. Le solde de la colonne (2) inclut le solde de la colonne (1).
 e. Les montants de la colonne (2) correspondent aux soldes à la date du rapport qui sont inclus dans les ressources disponibles. Les montants de la colonne (1) sont présentés uniquement à titre indicatif.

f. Solde après que les dépenses futures et les contributions à recevoir des donateurs (c'est-à-dire les montants dus) aient été prises en compte.
 g. Valeur total des contributions du donateur à la date de signature des accords.
 h. Total des liquidités reçues à date.
 i. Total des montants dus par les donateurs, incluant les montants passés dus et ceux à recevoir.
 j. Contributions reçues de donateurs mais à comptabiliser comme revenus seulement aux dates futures d'échéance des paiements.

Par la présente, nous certifions que cet état financier de revenus, dépenses et ressources disponibles est correct et que les dépenses encourues sont relatives aux projets pour lesquels les fonds ont été reçus.

Nom:
Titre:

(Date)

VIII- Signatures

Pour le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	
Nom : Eugena Song	Titre : Représentante Résidente adjointe
Signature :	Date :

